

saire dans cet ordre de choses, soyons en mesure d'accomplir un si grand devoir.

Il y a neuf ans que le célèbre collège de Harvard, États-Unis, a ouvert une classe de français. Le premier examen donna quarante et un pour cent d'élèves incapables ; ce chiffre a constamment baissé depuis ; il est tombé à douze. C'est donc un succès éclatant pour nous, et ceci est à tel point vrai, qu'il s'est formé, en 1883, une société pour l'enseignement des langues modernes, composée des professeurs de presque toutes les institutions américaines.

Les derniers rapports de cette société démontrent que, dans trente-deux États, le français est préféré à l'allemand, l'espagnol et l'italien, et figure le premier sur les listes de préséance ; que plus de cent collèges, ou autres grands établissements, placent aujourd'hui le français au-dessus des trois langues que je viens de nommer : que l'étude du français est regardée comme nécessaire dans un double but : 1o pour voyager, ou dans les relations sociales ; 2o afin d'avoir une meilleure connaissance des origines de la langue anglaise, laquelle, on le sait, a emprunté un bon tiers de nos mots.

Le secrétaire de cette Société, déjà brillante, est M. A. M. Elliott, professeur au John Hopkins University, à Baltimore. L'un des premiers soins de ce savant a été de parcourir à pied la province de Québec, allant de paroisse en paroisse relever des notes, des mots, des tournures de phrase, des expressions qui vont le mettre en mesure d'écrire un ouvrage sur la langue française du Canada. Dans les conversations que j'ai eues avec lui, il n'a cessé de me dire que, loin d'avoir le caractère de la dégénérescence, notre langue possède une vigueur remarquable et qu'elle devrait, si nous la cultivions, marcher de conquête en conquête.

La Société Royale du Canada, fondée en 1882, compte quatre-vingts membres fixes, dont vingt-sept au moins sont de pure langue française ; à part ceux-ci, on

peut en nommer une dizaine qui parlent couramment le français. La première section est toute française ; elle est libre comme si elle formait une académie séparée.

Au collège militaire de Kingston, il n'y avait qu'un seul cadet de famille française lorsqu'un professeur de français y fut envoyé, ces années dernières. Tous les cadets lui demandèrent de suivre sa classe, de préférence à celle où l'on enseignait l'allemand. Ce régime se continue.

Les professeurs d'Ontario impriment à présent des petits livres composés d'extraits des œuvres de nos écrivains ; ces passages sont commentés par le professeur ; l'élève les traduit en anglais. J'ai corrigé les épreuves de ces premiers volumes, il y a huit ou neuf années à peine.

Pour celui qui observe et ne se contente pas des propos de tout le monde, il est visible que la langue française fait des progrès rapides dans la province d'Ontario, la seule qui ait encore la prétention d'être tout à fait anglaise. En premier lieu, les établissements canadiens-français y sont devenus nombreux. Certains comtés sont à moitié peuplés par nos gens. Si l'on voulait être juste, on nous donnerait dans la législature de Toronto quatre ou cinq sièges ; par notre nombre nous y avons droit ; nous n'en avons qu'un seul actuellement.

L'éducation supérieure dans cette province embrasse à présent le français, et de plus en plus chaque année. Il y a trente ans, la seule idée de cet enseignement eut révolté la province entière.

Les écrivains d'Ontario sont obligés d'étudier nos livres, attendu qu'en histoire, en littérature, nous possédons déjà une bibliothèque fort respectable, pas moins de six cents volumes, tandis que nos voisins d'Ontario viennent à peine de "mettre la main à la plume." Pour les fins politiques, nos journaux sont lus et commentés à Kingston, Toronto, Hamilton, London ; il y a vingt ans, cela ne se voyait pas. Bref, notre langue fait de ra-